

Rapport de recherche

PROGRAMME ACTIONS CONCERTÉES

Délinquance et gangs de rue: l'effet structurant de l'enchâssement social sur les facteurs de risque traditionnels

Chercheur principal

Carlo Morselli, Université de Montréal

Co-chercheur(s)

Claudine Gagnon, professionnelle de recherche, CICC Université de Montréal
Audrey Gariépy, candidate à la maîtrise en criminologie, Université de Montréal
Chantal Fredette, candidate au doctorat en criminologie, Université de Montréal
Denis Lafortune, chercheur, CJM-Institut universitaire
Jean-Pierre Guay, chercheur. CICC Université de Montréal

Établissement gestionnaire de la subvention

Université de Montréal

Numéro du projet de recherche

2013-RU-165941

Titre de l'Action concertée

Prévention, délinquance et gang de rue

Partenaire(s) de l'Action concertée

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Le ministère de la Santé et des Services sociaux
Le ministère de la Sécurité publique
Fonds de recherche du Québec - Société et culture

A - Contexte de la recherche

Problématique

Plusieurs facteurs incitent les jeunes à manifester des comportements délinquants et à se joindre aux gangs (Hawkins, Herrenkohl et coll., 1998; Craig, Vitaro et coll., 2002; Lacourse, Nagin et coll., 2003; Gatti, Tremblay et coll., 2005). Ainsi, il a été démontré que des problèmes de comportement à un âge précoce sont prédictifs d'une aggravation et d'une diversification des conduites délinquantes futures (Moffitt et Caspi, 2001). De la même manière, les jeunes délinquants associés ou non aux gangs de rue sont généralement issus de familles défavorisées au plan socioéconomique et au sein desquelles les relations sont souvent décrites comme peu affectueuses et ponctuées d'abus divers. L'encadrement et le contrôle parental y feraient aussi cruellement défaut. Les difficultés familiales s'accompagnent souvent de troubles d'apprentissage et des problèmes de consommation d'alcool et d'autres drogues qui ne sont pas sans occasionner plus tard d'importants problèmes d'intégration au marché du travail (Hawkins, Herrenkohl et coll., 1998).

Un autre facteur de risque examiné par les chercheurs est l'influence de l'association aux pairs sur la délinquance. Plusieurs méta-analyses suggèrent que les amis délinquants jouent un rôle important dans le développement et le maintien des conduites délinquantes (Hawkins, Herrenkohl et coll., 1998; Lipsey et Derzon, 1998). Par extension, l'appartenance aux gangs de rue, jugée comme la manifestation la plus dangereuse de l'association aux pairs délinquants (Krohn et Thornberry, 2008), fait aussi l'objet d'une attention particulière. Le fait d'être membre d'un gang serait en effet un facteur de risque supplémentaire à celui que constitue déjà l'affiliation aux pairs délinquants (Battin, Hill et coll., 1998).

Cependant, la littérature se fait silencieuse quant aux mécanismes expliquant concrètement l'influence des pairs sur les conduites individuelles des jeunes (Warr, 2002). L'absence de réponse satisfaisante à cet égard est sans doute liée aux trois principales limites des perspectives traditionnelles s'intéressant au rôle des pairs dans le développement de la délinquance chez les jeunes. D'abord, elles traitent les associations délinquantes comme un état statique qui influence en soi le devenir délinquant. Ensuite, elles assument que tous les jeunes sont influencés de la même manière par les comportements de leurs pairs. Enfin, la majorité des perspectives ne prennent en considération que les facteurs de risque traditionnellement associés à la délinquance avec peu d'égard pour l'intensité de l'engagement auprès des pairs délinquants et d'autres personnes (i.e. parents, enseignants, employeurs, pairs non-délinquants, voisins, intervenants, etc.), desquelles ils sont rarement entièrement coupés et qui sont aussi susceptibles d'influencer leurs conduites (Agnew, 1991; Haynie, 2002).

Ainsi, la présente recherche se réfère à un cadre analytique qui permet d'examiner la nature et le chevauchement des relations sociales (famille, pairs, professeurs, intervenants, voisins, etc.) et délinquantes (pairs délinquants, membres de gangs, etc.) des jeunes. Ce cadre est fondé sur l'approche d'enchâssement social (*social embeddedness*) (Granovetter, 1985). En plus de considérer les facteurs de risque traditionnellement reconnus pour influencer le développement de la délinquance, cette approche permet aussi de s'intéresser aux manières dont les relations interpersonnelles, délinquantes et non-délinquantes qu'entretiennent les jeunes peuvent augmenter les risques de s'engager dans un mode de vie délinquant et de gangs ou, au contraire, les protéger d'une telle expérience. L'enchâssement social permet également de considérer les facteurs de protection encore largement négligés dans l'analyse de l'influence des pairs délinquants et des gangs sur la délinquance des jeunes (Rogers, 2000).

Principales questions de recherche

L'évaluation des réseaux prosociaux et délinquants susceptibles d'influencer un jeune ne peut toutefois être fondée que sur l'unique comptabilisation du nombre de pairs délinquants ou de pairs non délinquants. Une attention particulière doit aussi être portée sur la nature et l'étendue des relations prosociales et délinquantes, de même que sur la qualité de leur influence respective sur les conduites individuelles. Cette compréhension de l'environnement social d'un jeune est somme toute simple à cerner et à évaluer par les différents intervenants, de sorte que ceux-ci puissent en tenir compte dans leurs évaluations des risques et dans leurs interventions. Ainsi, examiner les deux côtés de la médaille permettra, par exemple, d'évaluer ce à quoi le jeune doit faire face et comment son réseau social pourrait être adapté de manière à éviter les nombreux pièges qui le poussent vers la délinquance et les gangs. L'originalité de la recherche est donc d'intégrer à l'analyse des facteurs de risque et de protection mieux connus, des dimensions négligées dans les études antérieures, et ce, afin d'éclairer les mesures de prévention à préconiser.

Objectifs poursuivis

Les objectifs de la présente recherche sont d'examiner et de comprendre l'influence des caractéristiques personnelles, familiales et sociales des jeunes, le chevauchement des relations prosociales et délinquantes sur l'engagement dans des conduites délinquantes chez les jeunes et, ultimement, de l'adhésion, de certains d'entre eux, aux gangs de rue. Plus spécifiquement, il s'agit : a) d'étudier les caractéristiques personnelles susceptibles d'influencer l'adoption de comportements délinquants et l'engagement dans les gangs; b) d'étudier l'influence des caractéristiques familiales et

sociales sur l'adoption de comportements délinquants et l'engagement dans les gangs et;
c) tester l'effet structurant de la nature et du chevauchement des relations prosociales et délinquantes sur l'adoption de comportements délinquants.

B – Pistes de solution en lien avec les résultats, retombées et implications des travaux

Parle-moi de ton réseau et je te parlerai de ta délinquance

La présente recherche reconsidère l'influence des pairs délinquants sur la délinquance des jeunes par une mesure d'enchâssement social tenant compte à la fois des facteurs de risque et de protection connus, de la nature et du chevauchement des relations sociales et délinquantes. La figure 1 (voir annexe) présente le modèle et illustre l'hypothèse de départ postulant que, confronté aux facteurs de risque individuels, le capital criminel joue un rôle important dans l'adoption des conduites délinquantes d'un jeune. Les jeunes qui ont un risque individuel et un capital criminel bas devraient présenter moins de risque de conduites délinquantes et d'engagement dans les gangs. À l'inverse, les jeunes qui présentent un risque individuel et un capital criminels élevés augmenteraient les risques de conduites délinquantes et d'engagement dans les gangs.

Résultats principaux

- Si l'on considère le capital social ou les caractéristiques de l'entourage social des jeunes, les facteurs de risques traditionnels perdent leur influence.
- Certains facteurs de risque ou de protection aident à la compréhension de la participation délinquante dans des délits plus spécifiques.
- Les caractéristiques du réseau demeurent significatives pour tous les types de délits.

- Mis à part le soutien, les contacts non-délinquants donnent et reçoivent davantage que les contacts délinquants.
- Moins il y a de soutien apporté et obtenu aux contacts non-délinquants, plus la participation à un délit est élevée.
- Moins les filles reçoivent et donnent de confiance de la part et à leurs contacts délinquants, plus leur probabilité de participation à un délit augmente.
- Moins les garçons reçoivent du respect des contacts non-délinquants, plus leur probabilité de participation à un délit augmente

Retombées et implications

- À des fins de pratiques, ne considérer que les variables individuelles est limité. L'apport des caractéristiques du réseau social dans la compréhension de la participation à un délit est considérable.
- Notre instrument de réseau social s'avère donc efficace et pertinent. Il est important de trouver une méthode appropriée pour intégrer cet aspect dans les interventions quotidiennes auprès des jeunes.
- Les jeunes sont plus susceptibles de prendre part à des délits parce qu'ils manquent d'une base identitaire satisfaisante parmi leurs contacts non-délinquants et non pas parce qu'ils sont attirés par l'alternative délinquante.
- Que le contact soit délinquant ou non, une relation significative peut être développée avec celui-ci.
- Ce n'est pas parce qu'une personne est intimement liée aux contacts délinquants qu'elle sera attirée par la criminalité.

C - Méthodologie

Pour atteindre nos objectifs, nous voulions au départ rencontrer 200 jeunes, garçons et filles, âgés de 14 à 24 ans. Dans le but d'avoir différents profils de jeunes, c'est-à-dire qui n'ont pas nécessairement des conduites délinquantes, nous avons opté pour un recrutement dans la communauté par le biais de différents organismes. Grâce à la précieuse collaboration des organismes participants, c'est finalement 240 jeunes qui ont été rencontrés.

Les jeunes ont donc été rencontrés par l'intermédiaire d'organismes œuvrant auprès des adolescents et des jeunes adultes dans la région de Montréal, de Laval, de la Rive-Sud de Montréal et de la ville de Québec. Au total, 60 organismes avaient été contactés. Afin de recruter les jeunes, l'aide et le soutien de différents organismes communautaires étaient essentiels. Ainsi, les organismes devaient faire connaître l'existence de la recherche parmi leurs jeunes et de cibler ceux qui pourraient être intéressés à participer. Finalement, 24 organismes ont recruté des jeunes. Les 240 adolescents et les jeunes adultes ont été rencontrés de mars 2013 jusqu'à la mi-octobre 2013.

La stratégie de recourir aux organismes a non seulement été bénéfique pour le recrutement mais aussi pour notre préoccupation à rencontrer des jeunes aux profils variés. Ainsi, les antécédents de délinquance, prises en charge par notamment des Centres jeunesse et les facteurs de risque et de protection se sont avérés très différents d'un jeune à l'autre permettant ainsi de mieux analyser l'influence des relations des jeunes sur les comportements délinquants et, ultimement, de l'engagement dans un gang de rue. La complexité non pas des questions en elles-mêmes mais pour compléter l'outil l'exigeait.

Construit pour recueillir des informations auprès des jeunes, notre questionnaire mesure différents aspects du milieu familial, du milieu scolaire et professionnel, des amis et des groupes d'amis. En plus, des informations sur les comportements à risque et les victimisations, l'auto-admission de l'appartenance aux gangs et la délinquance auto-révélee ont été recueillies. Tout au long de ces thèmes, des « contacts » (les personnes faisant partie de l'entourage du jeune) sont générés.

Le dernier objectif de la recherche vise, à la lumière des résultats, à faire des propositions quant aux orientations à donner aux programmes de prévention de la délinquance et de l'engagement dans les gangs. Pour nous permettre de mettre en perspective les résultats obtenus et d'en maximiser les retombées pratiques, deux groupes de discussions avec des intervenants communautaires des centres jeunesse ont été organisés. Ces deux groupes de discussion s'articulaient autour des questions suivantes : que retiennent les chercheurs et les intervenants des résultats obtenus? Comment ces connaissances doivent-elles être «mises en contexte» compte tenu de leurs réalités? Et comment peuvent-elles se traduire en pistes d'intervention?

D – Résultats

Les jeunes et leur participation à un délit

Le tableau 2 montre que 64,2% des jeunes ont déclaré avoir commis au moins un délit, quel qu'il soit, dans les douze dernier mois. Parmi les garçons, 69,2% d'entre eux ont mentionné avoir participé à un délit alors que c'est le cas pour 56,7% des filles, proportion tout de même notable compte tenu de la provenance de l'échantillon.

Les facteurs de risque et de protection

Le tableau 4 indique une grande diversité de milieu dans lequel les jeunes vivent. De fait, seulement 30,4 % des jeunes demeurent dans une famille qualifiée de « traditionnelle », c'est-à-dire avec leurs deux parents biologiques, 25,5% dans une famille monoparentale et 23,3% des participants déclarent habiter seul ou avec des colocataires. Ce dernier résultat s'explique par la présence élevée de jeunes adultes dans l'échantillon, notamment de sexe féminin. Pour les autres (20,8%), il s'agit principalement de familles recomposées ou encore un jeune demeurant avec un de ses parents biologiques et le conjoint ou conjointe de celui-ci. La maltraitance parentale est une échelle de risque issue de six variables mesurant si des gestes de violence physique ont été commis à l'égard des jeunes par leurs deux parents durant leur enfance. Les résultats montrent qu'en moyenne l'usage de la violence par les parents est faible. Les filles ont une moyenne légèrement plus élevée que les garçons. Le score moyen du total de l'échantillon démontre un encadrement parental modéré. Les filles obtiennent bénéficient de ce facteur de protection davantage que les garçons.

Le tableau 4 indique aussi que 65,4% des jeunes fréquentent un établissement scolaire, les garçons plus que les filles (72% vs 55,7%). Étant donné les critères d'échantillonnage de la recherche, seulement 35,4% occupent un emploi, notamment les garçons (37,1%). Ce qui est identifié comme facteur de risque, le fait de n'avoir ni emploi et ni aller à l'école a de quoi étonner. De fait, il appert que 38,1% des filles n'ont aucune occupation contrairement à 15,4% des garçons. Des difficultés d'apprentissage à l'école ont été rencontrées par 35% des jeunes. Un pourcentage légèrement plus élevé de garçons (35,7%) que de filles (34,0%) ont révélé que, la plupart du temps, ils ne comprenaient pas la matière et/ou ont déjà doublé une année. Enfin, 22,95% des

jeunes ont révélé avoir fréquemment des problèmes avec les professeurs et/ou s'être fait suspendre ou expulsé. Ces problèmes sont plus fréquemment rencontrés par les garçons (26,6%) que par les filles (17,5%).

Au total, plus de jeunes disent consommer régulièrement de la drogue (11,8%) que de l'alcool (10,8%). Que ce soit pour l'alcool ou pour la drogue, les filles en usent davantage que les garçons. D'ailleurs, une nette différence entre les deux groupes est observée pour la drogue (14,4% des filles vs 9,8% des garçons).

Concernant la santé mentale des participants, 17,9% affirment prendre ou avoir déjà pris dans le passé des médicaments pour contrôler leurs comportements, leurs émotions ou leur humeur. À noter que 19,5 % des jeunes ont été diagnostiqués comme ayant un trouble du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité, les garçons (24,3%) plus que les filles (12,5%).

Au moment de l'entrevue, seulement 2,5% des jeunes étaient pris en charge, notamment par les Centres jeunesse (0,4%) et par les Services correctionnels (0,4%) mais aussi par d'autres organismes (1,7%) tel un centre d'aide aux femmes ou un centre de désintoxication. Toutefois, 20% des jeunes ont été pris en charge antérieurement, 21% des garçons et de 18,5% des filles.

Seulement 11,3% des participants mentionnent avoir déjà été membre d'un gang de rue ou, encore, l'être présentement. Sans surprise, les garçons sont les plus nombreux à se considérer membre ou ex-membre (13,3% vs 8,2%). La délinquance antérieure fait référence à tous délits commis avant la période des douze derniers mois (période fenêtre) utilisée pour mesurer la variable dépendante. Au total, 38,9% des jeunes ont des antécédents délictuels. Les garçons (43,2%) ont davantage posé des actes de délinquance précédant la période fenêtre que les filles (32,6%).

Enfin, le facteur de risque important à considérer par de nombreuses recherches, les pairs délinquants, a été légèrement modifié. De fait, puisque la présente recherche se concentre sur l'entourage des jeunes, ce ne sont pas uniquement les pairs délinquants qui sont mesurés ici mais toutes les personnes de la vie du jeune qui est délinquant. Le tableau 4 indique que 60,4% des jeunes ont déclaré avoir au moins une personne de leur entourage qui avait ce profil dont davantage de garçons (62,9%) que de filles (56,7%). Les jeunes fréquentent en moyenne, 2,15 personnes délinquantes. Encore ici, les garçons (2,43) plus que les filles (2,16).

Les facteurs de risques/protection des jeunes en lien avec leur participation à un délit

Le tableau 5 présente les facteurs de risque et de protection étudiés précédemment et les met en lien avec la participation à tous types de délits commis dans les douze derniers mois ainsi qu'avec chacune des catégories. Les résultats indiquent que les facteurs, autant ceux liés au risque que ceux ayant un effet protecteur, ne sont pas tous significativement liés aux délits.

Pour les facteurs de la sphère familiale, contrairement à ce que l'on aurait pu s'attendre, vivre dans une famille traditionnelle n'a pas d'effet protecteur significatif sur la délinquance. Malgré la faiblesse de la relation, c'est plutôt vivre dans une famille monoparentale qui a un effet de protection dans le cas des délits de marché et pour la commission de délits avec violence. Seul le fait de vivre seul ou en colocation est positivement relié à la participation à un délit, peu importe son type, dans le cas des crimes de marché et de prédation lucrative. D'ailleurs, l'effet protecteur de l'encadrement/soutien parental est significatif dans tous les types de délits. Ainsi, plus l'encadrement et le soutien des parents est présent, moins il y a participation à un délit.

Enfin, les jeunes ayant connu de la maltraitance de la part de leurs parents dans l'enfance participent davantage à un délit.

En ce qui a trait à la sphère scolaire/professionnelle, les facteurs de risque ayant une relation significative avec l'ensemble des conduites délinquantes sont les problèmes à l'école (avec les professeurs, avoir été suspendus ou encore expulsés). La consommation d'alcool est corrélée avec la participation à un délit. Le lien est davantage plus fort dans le cas des délits de marché. Quant à la prise en charge antérieure par les Centre jeunesse ou les Services correctionnels, elle est liée à la participation à un délit.

Le fait de se considérer comme étant un membre ou un ancien membre de gang de rue est positivement relié à la participation à tous types de délits, mais encore plus fortement avec les délits de marché et les délits de prédation lucrative. Le lien qui existe entre la délinquance antérieure et l'implication dans toutes conduites délinquantes est le plus fort jusqu'à maintenant ainsi qu'avec chacune des catégories de délits. Enfin, les deux variables mesurant la délinquance dans l'entourage sont fortement corrélées avec le fait de commettre, pour le jeune, des délits. Ainsi, plus le jeune a un nombre élevé de délinquants dans son entourage, plus il a participé à au moins un délit dans les douze derniers mois.

Avoir recruté les jeunes avec l'aide de différents organismes a permis d'avoir constitué un échantillon hétérogène. Les corrélations effectuées ont permis de démontrer que la majorité des facteurs de risque et de protection étudiés ont des liens significatifs, à différents seuils, avec différentes forces, avec la participation des jeunes dans au moins un délit, quel que soit son type, dans les douze derniers mois.

Le réseau social des jeunes

Le tableau 6 montre qu'en moyenne, les jeunes ont généré 13 contacts dans leur réseau. L'âge moyen des contacts est de 26 ans. Lorsque les membres de la famille sont exclus du calcul, la moyenne d'âge des contacts diminue à 20 ans. Les jeunes semblent entretenir des relations relativement stables et assez proches avec leur entourage. En excluant la famille, les jeunes et leurs contacts se connaissent depuis, en moyenne, 5,5 ans et ils qualifient leurs relations d'assez proches. Les garçons se sentent en moyenne davantage plus proches de leurs contacts que les filles.

Il s'avère aussi que les garçons ont un plus grand pourcentage de contacts dans leur réseau qui sont actuellement liés ou, par le passé, à un gang. Les garçons ont donc une proximité plus élevée que les filles aux gangs. Ainsi, l'entourage des jeunes est en moyenne composé de 17% de personnes ayant commis ou commettant des délits. D'ailleurs, une plus grande proportion de contacts dans le réseau des garçons leur ont déjà demandé de commettre un délit contrairement aux filles.

Le lien entre le réseau et la participation à un délit

Le tableau 7 présente la nature et la force des relations qui existent entre les variables de réseau et la participation des jeunes à un délit dans les douze derniers mois. Globalement, les résultats indiquent que le nombre moyen de contacts générés dans le réseau, l'âge moyen des contacts et la perception de la proximité du jeune avec ses contacts n'ont aucun lien significatif avec la commission de délit. En outre, le nombre d'années que le jeune et son contact se connaissent est significativement relié.

Les relations entre toutes les variables de ratio et la participation du jeune à un délit ont des coefficients de corrélation supérieurs à 0,350 indiquant un lien fort. Premièrement, la proximité aux gangs mesurée par les contacts du jeune fréquentant ou

ayant fréquenté un gang a un lien significatif avec l'implication du jeune dans des conduites délinquantes. Ainsi, le fait d'avoir dans l'entourage des jeunes un nombre important de contacts fréquentant les gangs peut jouer sur la transmission des normes et des comportements adoptés. La délinquance du réseau social, calculée par le ratio du nombre de contacts délinquants par le nombre de contacts total, s'avère la variable la plus fortement corrélée avec la participation du jeune dans un délit. Plus il y a de personnes du réseau qui commettent des délits, plus le jeune est impliqué dans un délit. Aussi, la relation entre le ratio de co-délinquance dans le réseau et la participation des jeunes à un délit est forte. Enfin, il apparait que plus ce ratio est élevé, plus les chances de participer à un délit augmente.

Entre les facteurs individuels et le réseau social : modèles de prédiction

Le tableau 8 présente trois modèles de prédiction de la participation à un délit. Le premier modèle comporte les variables contrôles classiques, le sexe et l'âge des jeunes. Les deux variables explicatives sont toutes les deux significatives. Dans le second modèle, des facteurs de risque et de protection ont été ajoutés. L'effet du sexe demeure mais l'âge perd son pouvoir explicatif quant à la participation à un délit. De ces nouvelles variables, la délinquance antérieure est un facteur qui prédit l'implication du jeune à un délit. Le meilleur facteur de prédiction est le fait d'être un membre ou un ancien membre de gang. En ce qui a trait aux autres variables de risque et de protection du modèle 2, aucune d'elles ne peut expliquer une conduite délinquante du jeune.

Le troisième modèle ajoute deux variables de réseau. La première est le ratio de contacts délinquants. Cette variable prédit de façon significative la participation au crime et ce, même en contrôlant pour les facteurs de risque traditionnels. Il est également le facteur le plus explicatif de ce modèle. La deuxième variable de réseau du modèle est

l'âge du réseau. Cette variable est aussi un facteur de prédiction de la participation du jeune à un délit. Plus les membres du réseau sont âgés, plus les chances de participer à un délit diminuent. Enfin, il est important de mentionner que l'âge des répondants redevient significatif dans l'explication de la participation à un délit lorsque les variables de réseau sont introduites. Donc, en considérant les variables de réseau, les facteurs de risques traditionnels perdent leur influence.

La combinaison du risque individuel et le capital criminel : retour sur le modèle de départ

L'hypothèse de départ de la présente recherche postulait que, confronté aux facteurs de risque individuels, le capital criminel joue un rôle important dans l'adoption des conduites délinquantes d'un jeune. Ainsi, les jeunes ayant un faible risque individuel et un bas capital criminel présenteraient moins de risque de conduites délinquantes et d'engagement dans les gangs. À l'inverse, avoir un risque individuel élevé et un haut capital criminel augmenteraient les risques de conduites délinquantes et d'engagement dans les gangs. Cependant, qu'en est-il d'un risque individuel élevé, couplé avec un capital criminel faible et l'inverse?

La figure 2 présente le nombre de jeunes appartenant à chacun des groupes, les résultats en matière de délits en général et en catégorie ainsi que la moyenne de la versatilité observée (nombre de catégories dans lesquelles les jeunes ont commis les délits). Le premier groupe est celui dont les jeunes présentent un faible risque individuel et un faible capital criminel. Il est composé de 85 jeunes. Le deuxième groupe, comportant 40 jeunes, a un risque individuel faible mais un haut capital criminel. Le troisième groupe est constitué de 34 jeunes dont le risque individuel est élevé mais dont le capital criminel est faible. Enfin, les 78 jeunes du quatrième groupe sont ceux qui présentent à la fois un risque individuel et un capital élevés.

Que ce soit pour tous délits confondus ou encore par catégories, la figure 2 indique clairement deux groupes « opposés ». Tel qu'attendu, le groupe 1, les jeunes dont le risque individuel et le capital criminel sont bas, sont moins nombreux à avoir commis un délit (36,5%). À l'opposé, les jeunes du groupe 4, caractérisés par un risque individuel et un capital criminel élevés, sont ceux qui ont participé à un délit au cours des douze derniers mois dans une plus grande proportion (91%). De même, pour chacune des catégories de délits, cette tendance est observée. Que ce soit en matière de délits de marché, de violence, de prédation ou encore pour les autres délits, le groupe 1 sont moins nombreux à en avoir commis que les jeunes du groupe 4.

Le ratio de contacts délinquants sur le nombre total de contacts dans le réseau du jeune apparaît jouer un rôle important dans la conduite délinquante des jeunes. Comparativement aux groupes 2 et 3, les groupes 1 et 4 peuvent être considérés comme étant des groupes « extrêmes » montrant ainsi des cas de figure opposée. Certaines particularités peuvent être cependant observées entre les groupes 2 et 3 quand on tient compte des catégories de délits commis. À l'intérieur même de ces catégories subsistent tout de même des délits dont les caractéristiques propres pourraient expliquer en partie pourquoi les délits de marché et les délits lucratifs sont plus commis par les jeunes dont le capital criminel est bas et le risque individuel élevé.

Considérer le soutien, la confiance et le respect

Jusqu'ici, l'implication du jeune dans ses relations sociales, qu'elles soient criminelles ou prosociales, ou plus exactement son attitude, sa perception et ses attentes face à chacun de ses contacts, ont été écartées. Pour qualifier ce lien, les valeurs de soutien (aide), de confiance et de respect ont été mesurées de manière réciproque.

Le tableau 9 montre la distinction entre la moyenne de l'aide, de confiance et de respect que le jeune perçoit recevoir de ses contacts et la moyenne de ces trois valeurs qu'il accorde à ses contacts. Globalement, les jeunes considèrent que le niveau d'aide et de respect qu'ils donnent est plus élevé que ce qu'ils perçoivent recevoir de leurs contacts. À l'inverse, les jeunes perçoivent recevoir davantage de confiance qu'ils en accordent. En ce qui a trait à la distinction entre les garçons et les filles, les moyennes sont comparables dans tous les cas de figure. Toutefois, les garçons donnent, en moyenne, plus de confiance à leurs contacts que les filles. En outre, ils estiment recevoir davantage de respect que les filles.

Le tableau 10 présente les résultats de la corrélation entre l'évaluation que les jeunes font du soutien, de la confiance et du respect dans leur réseau et leur participation à un délit. Dans l'ensemble, les principaux liens significatifs avec la participation à un délit sont le niveau de soutien et le respect reçu. Ces deux relations sont négatives, ce qui suggère que moins il y a de soutien et de respect reçus, plus il y a participation à un délit, peu importe soit sa nature. Dans le cas des garçons, leur participation à un délit augmente lorsque le respect qu'ils pensent recevoir de leurs contacts fait défaut, soulignant ainsi le classique de Bourgois (2000) « en quête de respect ».

Les résultats au tableau 11 sont, en général, conformes aux résultats précédents démontrant ainsi l'importance du respect sur la confiance et le soutien qu'accordent les jeunes. C'est le cas tant pour les délinquants que pour les non-délinquants. Les résultats indiquent également qu'excepté pour le soutien, les contacts non-délinquants donnent et reçoivent plus des jeunes que les contacts délinquants. Le soutien étant plus élevé pour les contacts délinquants. Il existe des différences importantes entre les sexes, particulièrement pour la confiance et le respect.

Enfin, le tableau 12 présente les corrélations entre la participation à un délit et les niveaux de soutien, de confiance et de respect donnés et reçus dans le réseau des jeunes. Les distinctions sont faites entre les contacts délinquants et non-délinquants pour les garçons et les filles. Dans l'ensemble, le soutien apporté/obtenu aux non-délinquants est inversement et significativement lié à la participation à un délit : moins de soutien donné ou reçu des contacts non-délinquants, plus la participation est élevée.

Les premiers résultats sur la relation entre la participation du crime et l'absence de soutien, de confiance et de respect des contacts non-délinquants sont directement reliés avec la théorie des liens sociaux. Cependant, la deuxième série de résultats, qui peuvent paraître un peu contre-intuitif, pointent sur des caractéristiques contextuelles qui n'ont pas été pleinement abordées par le courant dominant en criminologie. Le principal point est que l'implication dans des conduites délinquantes chez les jeunes est davantage une poussée que d'un phénomène de traction. Les jeunes sont plus susceptibles de prendre part à des délits parce qu'ils manquent d'une base identitaire satisfaisante parmi leurs contacts non-délinquants et non pas parce qu'ils sont tout simplement attirés par l'alternative délinquante. Ce constat est conforme à l'hypothèse principale de la théorie du contrôle, mais un élément y est ajouté par les conclusions de la présente recherche. En effet, les relations solides sont significatives pour les jeunes quel que soit le statut de leurs contacts, délinquants ou non. L'importance ici est que les jeunes sentent recevoir et donner du soutien, de la confiance et du respect, indépendamment du statut de délinquant à ceux qui les entourent.

E – Pistes de recherche et d'interventions

Toutes les variables de « délinquance du réseau » (proximité d'un gang, ratios délinquance des contacts, co-délinquance et demande de participation) montrent toutes

des relations significatives et positives avec les conduites délinquantes des jeunes. Ainsi, plusieurs caractéristiques présentées donnent une idée de qui les entourent. En moyenne leurs relations sont légèrement plus âgées qu'eux (en excluant les membres de la famille) assez stables et les jeunes les qualifient de relativement proches. Le tableau de corrélations montre que les variables de ratio ayant trait à tout ce qui concerne différents aspects de la « délinquance » du réseau sont toutes en lien avec la délinquance du jeune. Principalement, la variable de ratio de la délinquance du réseau ressort fortement. Cet indicateur est le plus révélateur des « pairs délinquants » bien qu'il contienne toutes les personnes délinquantes qu'elles soient véritablement un pair ou un membre de la famille. Plus révélateur puisqu'il tient compte non pas seulement du nombre de délinquants mais qu'il est en rapport avec le réseau total du jeune. Il y a une nette différence de savoir qu'un jeune fréquente cinq délinquants versus un jeune qui fréquente cinq délinquants parmi huit personnes qu'il considère dans son entourage. Ainsi, cette mesure est beaucoup plus parlante car elle permet de savoir à quel point le jeune « baigne » dans un entourage délinquant. Ainsi, non seulement le nombre de délinquants que fréquentent un jeune a un lien fort avec sa délinquance mais quand on se réfère à son réseau social dans sa globalité, ce lien est encore plus robuste.

Une des particularités de la présente recherche est de considérer le réseau social dans sa globalité, non pas uniquement les proches délinquants mais aussi de l'entourage prosocial des jeunes. Puisque le capital criminel est calculé en faisant le ratio de contacts délinquants sur le nombre total de contacts, on tenait compte des personnes prosociales dans le réseau du jeune. Toutefois, quel est le poids relatif de l'influence prosocial? Par exemple, les jeunes qui présentent un capital criminel élevé (groupe 2 et 4) ont commis des délits dans une plus grande proportion comparativement aux autres groupes. Pourtant, il demeure que certains jeunes de ces groupes n'ont pas commis de délits dans

les douze derniers mois. En dépit du ratio élevé de délinquants dans le réseau, l'influence du capital prosocial est-elle réellement plus forte? Ou bien le capital prosocial est-il trop faible pour les retenir à poser des gestes délictuels? Il est plausible de présumer que, dans certains cas, malgré un ratio important de délinquants dans le réseau du jeune, le capital criminel ne pose pas de problème en soi. Ou encore, un jeune ayant un capital prosocial élevé ne commettrait pas de délits non pas en raison du nombre d'influences prosociales mais plutôt par un « manque » d'influences problématiques provenant de son capital criminel. Ainsi, cette influence ne s'exercerait donc pas uniquement en termes de quantité mais aussi en termes de qualité ou encore de manque de qualité de la relation.

La parole est donnée aux intervenants

Ce qui suit est une analyse des principaux points qui ont émergé lors de la tenue des deux groupes de discussion composés d'intervenants du milieu communautaire et des Centres jeunesse. L'équipe de recherche a estimé qu'il serait plus judicieux et efficace de demander l'avis des praticiens sur le terrain, plutôt que de concevoir ses propres suggestions en tant que chercheurs. L'expérience a montré que la participation des intervenants aux groupes de discussion a été très utile pour nous orienter vers les points clés en matière d'intervention et d'administration de la délinquance juvénile au Québec.

Le milieu communautaire et le milieu institutionnel

Compte tenu du fait que notre échantillon était composé de jeunes issus du milieu communautaire, une grande partie de la discussion a reposé sur l'évaluation de la validité de notre recherche ainsi que les contrastes et les comparaisons entre les jeunes dans un contexte communautaire et dans un contexte institutionnalisé. Comme quatre membres

des CJ ont déclaré en réfléchissant sur le niveau de délinquance et de déviance de notre échantillon, il est manifestement nécessaire de se pencher sur les pratiques de prévention chez les jeunes avant qu'ils n'atteignent les CJ:

"Les données sont surprenantes car tu as seulement 20% de jeunes qui ont fait un parcours aux centres jeunesse et on trouve beaucoup de délinquance."

"La majorité des jeunes commettent des délits, mais ce qui est surprenant, c'est la violence chez les filles."

"Le pourcentage de membres de gang a de l'allure. C'est peu élevé car on est dans le contexte communautaire."

"La consommation c'est peu, notre clientèle c'est 60%."

Des distinctions ont également été soulevées en ce qui concerne le mandat et l'influence que les intervenants ont, de part et d'autre, sur les expériences des jeunes. Les limites posées par le cadre des CJ faisaient consensus parmi tous les participants:

"Notre statut fait qu'on n'est pas crédible non plus. On travaille pour le gouvernement et les intervenants ne sont pas équipés pour agir avec les familles. On n'est pas des experts avec l'aspect multiculturel. On s'y attarde mais on n'est pas expert. Le travail, quand tu as un gars qui vend de la drogue et que tu lui proposes un travail à 10\$/heure, ce n'est pas extra."

Bien que ne se reflétant pas directement sur les résultats de la recherche, ces perceptions de la position des intervenants en CJ et en communauté sont essentielles à considérer lors de la mise en œuvre de pratiques qui examinent davantage les caractéristiques environnementales et sociales des jeunes qui sont à proximité des problèmes de criminalité et déviance. En particulier dans le domaine des évaluations du capital social et de réseau, le niveau de confiance entre intervenants et jeunes est la clé pour avoir une plus grande compréhension de la dynamique entourant les questions les plus problématiques. Si un intervenant est considéré comme un évaluateur froid et distant, l'intervention sera très probablement limitée à des mesures instrumentales des

prédispositions du jeune. Pour chercher et comprendre davantage les caractéristiques sociales et émotionnelles des jeunes, les intervenants doivent être capables de s'intégrer systématiquement dans les domaines qui comptent pour les jeunes. À en juger par les propos des groupes de discussion, c'est un aspect qui est plus étroitement associé à l'intervention en milieu communautaire. Les personnes en charge des politiques qui sont désireux d'améliorer l'efficacité dans le contexte institutionnel devraient prendre note de cet avantage que l'on retrouve dans le milieu communautaire.

Les facteurs de risques et de protections traditionnels

Les séances des groupes de discussion débutaient avec les pratiques dans le cadre des CJ. La discussion a évolué sur les facteurs de risque individuels importants et, dans une moindre mesure, sur les facteurs de protection connus. Comme un membre des CJ a expliqué, la pratique sur les facteurs de risque au plan individuel est très bien en place, quelle que soit l'efficacité d'une telle approche:

"Les facteurs de risques regardés aux CJ en jeunes contrevenant sont ceux de l'outil IRBS qui détermine les risques en cours. On les connaît les facteurs concernant la famille, les pairs, la toxico, les attitudes, personnalité etc. Les intervenants font une évaluation sommaire dépendamment où il se situe. Puis, il y a 2-3 entrevues et on devient plus solide car c'est fait par les intervenants. Les programmes aux CJ sont en lien avec ces facteurs : empathie, gestion de la colère, gestion de problèmes. Ce qui est moins développé, c'est les facteurs de protection, par exemple, le travail. On dit si tu travailles, c'est protecteur. Mais on n'a jamais regardé comment le facteur de protection agit sur la récidive. En quoi le travail a un impact sur la récidive. Il y a plein de facteurs, mais c'est laissé à l'intervenant. On ne peut pas prendre ça comme le contraire d'un facteur de risque. L'inhibition du facteur de risque, oui on le fait. Le facteur de protection est à la guise des intervenants. Il n'y a pas de corpus de facteurs de protection. On n'a rien qui dit : si on met ça en place, ça va avoir un impact sur la carrière du jeune. Les intervenants choisissent les facteurs avec les jeunes mêmes".

Il y a, bien entendu, un certain focus sur l'environnement social des jeunes, même dans le cadre des CJ :

"En CJ on mesure l'empathie car la littérature dit que ça joue sur le crime, on évalue l'environnement du jeune. On veut savoir quel équipement il y a autour du jeune dans la famille et la fratrie. On évalue la psychopathie et les troubles d'apprentissage pour pas que le gars se plante dans son programme. On s'intéresse à la violence intrafamiliale et s'il y en a, comment on peut s'adresser à ça? On regarde le milieu économique. Le regard est complet sur l'environnement pour diriger l'intervenant. Problème: quand on a ciblé ça, est-ce qu'on a les moyens de s'y adresser, pour contrer? Des fois, les parents ne sont pas disposés à ça, on manque de moyens, c'est pourquoi il faut un partenariat avec le communautaire."

De telles limites sont également soulevées par un autre travailleur des CJ :

"Nous on intervient avec les jeunes en LSJPA. La LSJPA est centrée sur la responsabilisation du jeune. Les intervenants n'ont pas tendance à considérer les parents, car ce n'est pas en lien avec la loi, avec le mandat que j'ai dit plus tôt. On est beaucoup plus dans les facteurs individuels du jeune à cause de la responsabilisation. Ces résultats influencent plus la vie de plancher, que si on va plus en profondeur dans les facteurs individuels. Mais ça reste que les intervenants sont des techniciens, ils ne savent pas trop quoi faire avec ça. Il faut les informer."

Ce que les échanges en groupes de discussion ont illustré, c'est qu'il y a effectivement un intérêt dans les CJ pour améliorer l'évaluation et les connaissances du capital social des jeunes, mais cet objectif se heurte souvent à l'évaluation clinique qui sous-tend généralement les interventions en milieu institutionnel. À bien des égards, le cadre théorique qui a guidé notre recherche et les résultats obtenus sont conformes à l'approche traditionnelle qui guidait les perspectives en CJ avant que des modifications soient apportées pour restructurer le processus d'intervention, mettant davantage l'accent sur l'individu et ses traits individuels. Si nos résultats ont un intérêt dans le cadre institutionnel, comme les propos des groupes de discussion suggèrent, c'est parce que il y a une motivation à faire du « neuf avec du vieux » Ceci a été clairement nuancé par deux des participants CJ:

« Les résultats que vous avez correspondent à l'approche différentielle. Les nouveaux outils poussés ne sont pas comme ça. Cette approche a les 4

typologies. Les intervenants trouvent que les 4 typologies sont dépassées, mais que c'est la meilleure façon d'intervenir. On l'utilise encore, mais moins. »

« Oui, on retourne dans le passé, mais c'est pas parce que c'est passé que c'est pas bon. Il y a un côté gros bon sens, on revient à faire ce qu'on faisait dans le passé avec l'expérience qu'on a. Faut trouver ce qui fonctionne. Les anciennes méthodes ne sont pas mauvaises. »

Les pairs et le capital social

Il y a plusieurs choses de mises en place dans les pratiques actuelles de CJ qui couvrent les caractéristiques du capital social pour les comportements délinquants des jeunes. Comme toute personne qui a travaillé près des CJ peut l'attester, il y a des contrôles réguliers et des données regroupant diverses caractéristiques qui reflètent l'environnement social d'un jeune au-delà des paramètres institutionnels. Tous les participants aux groupes de discussion ont d'ailleurs fourni plusieurs exemples. Toutefois, le consensus parmi ces participants reflète également les efforts minimes qui sont actuellement apportés pour intervenir une fois que ces caractéristiques sont reconnues et que les données recueillies. Une fois de plus, le point de départ de l'intégration d'une perspective de capital social dans les pratiques d'intervention actuelles des jeunes est déjà présente. Ce qui manque, par contre, c'est un vaste et convaincant plan d'action pour mieux comprendre et orienter vers les paramètres de réseau sociaux auxquels les jeunes se tournent en cas de problème.

« Les facteurs de risque sont la santé mentale, la toxicomanie, l'encadrement familial, le réseau des pairs. On regarde le capital social. Dans nos plans de réinsertion, on vise le réseau dans le plan. Mais, au centre, on n'a rien pour aider le capital social. »

« Regarder les pairs fait partie de l'évaluation de risque de Andrew et Bonta, mais eux mettaient l'accent sur les antécédents dans leur évaluation du risque. Là, on sait que les pairs délinquants sont importants. »

« En milieu fermé, on ne travaille pas sur les pairs. En milieu ouvert, c'est plus facile d'intervenir sur les pairs. »

« En CJ, l'axe central est la responsabilisation. Si l'entourage du jeune est très délinquant, on les encourage à avoir des pairs pro-sociaux, mais les jeunes ne sont pas équipés pour transiger avec ces pairs. La faiblesse c'est qu'on ne travaille pas sur les pairs délinquants pour qu'ils ne nuisent pas. Les intervenants ne sont pas à l'aise d'intervenir sur les pairs qui mettent le jeune dans le trouble pour ne pas qu'ils le mettent dans le trouble. Souvent on passe par l'interdit. La Cour va ordonner de ne pas avoir de contacts avec ces pairs. Donc, les intervenants vont dirent : «tiens-toi avec le moins pire», «essaie de fréquenter celui qui t'entraîne le moins dans le trouble». Les jeunes ne font pas toujours des délits avec leurs pairs délinquants. Ils font autre chose avec eux. Ça reste des ados. »

« Nous on mélange les gars de gang avec tout le monde. On développe des programmes avec une clientèle moins à risque ou plus à risque mais on ne pose pas beaucoup de questions sur les pairs. On ne questionne pas sur l'influence des pairs. Il faut générer l'exception quand y sont ensemble et qui font de quoi de bien, il faut le générer. C'est la force que les organismes communautaires peuvent avoir, ils peuvent le voir et ils ont une position d'autorité tout en développant un lien de confiance. »

« Ils le font juste pour éteindre des feux. »

Alors que l'intégration, un peu superficielle, des caractéristiques du capital social dans les pratiques CJ devenait évidente lors des échanges dans les groupes de discussion, il est également devenu clair que plusieurs problèmes liés à ce manque d'action est due aux nombreuses contraintes juridiques et techniques auxquelles sont confrontés les praticiens dans ce domaine.

« On est au courant des contacts que les jeunes ne peuvent pas voir mais on peut rien faire à ce niveau. Et, en vrai, même quand les jeunes se font prendre par les policiers sur des lieux qu'ils n'ont pas le droit d'être ou qu'ils fréquentent des gens qui sont interdits. Les policiers laissent cela passer. »

« En protection de la jeunesse, il faut faire l'évaluation psychosociale. On rencontre la famille et on veut savoir l'histoire. On fait le génogramme complet. C'est la délation. On dit qui consomme etc. La loi nous demande d'évaluer: les faits sur le délit; la vulnérabilité de l'enfant (facteurs individuels); les capacités parentales; et les ressources du milieu—est-ce qu'il y a le docteur Julien dans le coin par exemple. Finalement c'est le capital social autour. La loi 21, c'est un acte réservé, on est obligé de faire l'évaluation quand elle est ordonnée. Mais est-ce que c'est bien fait? Ça, on ne sait pas. Certains vont le faire seulement pour le faire. Il y en a qui savent ce qu'il y a dans la littérature et sur quoi on doit se concentrer comme les facteurs individuels et les facteurs de capital mais d'autres intervenants le font juste parce que ce doit être fait. »

« À cause de la confidentialité des jeunes, on ne peut pas prendre le génogramme qu'on fait pour la famille et l'appliquer aux amis et savoir si les membres de famille connaissent les amis. Si j'ai un jeune que je crois qui a un lien avec un autre jeune, je vais voir Mobilis, un programme qui m'indique qui connaît qui dans mon aile. »

« Mobilis fait de façon informelle, une divulgation d'information concernant qui se tient avec qui et qui fait quoi, mais ça ne se rend pas jusqu'au intervenants. Seuls les cadres ont accès à l'info de façon informelle. Ça permet de connaître la structure de qui se tient avec qui et fait des crimes avec qui. »

« En intervention, quand on a accès à de l'information sur la co-délinquance parce que le jeune s'est confié et que ça ne brise pas la confidentialité, on va utiliser le lien comme intervention, mais la structure en place fait en sorte qu'on sépare les gars donc on fait rien. »

Dans l'ensemble, les participants aux groupes de discussion ont vu beaucoup de promesses dans les principaux résultats de notre recherche. Bien que des lignes directrices détaillées et une action élaborée n'ont pas été formulées au cours de ces discussions (et jamais nous nous attendions à un tel objectif dans les délais de la présente recherche), plusieurs des points clés que nous avons présentés à partir de nos résultats ont été relevés par les intervenants des CJ et du milieu. Ces points devraient être pris en considération lorsque de nouvelles stratégies d'intervention portant sur le capital social sont initiées.

« Il faut connaître les amis. Des caractéristiques de nos filles c'est qu'elles se tiennent avec des gens plus vieux et les parents ne le savent même pas. La fille semble bien correcte dans son milieu donc les parents ne savent pas qui elle fréquente. »

« C'est difficile. Il faut considérer l'environnement. À [...], c'est familial et tout le monde connaît tout le monde. Ces gens-là sont appelés à faire de la médiation ensemble. Il y a toute cette dynamique. »

« La question c'est, est-ce que savoir la proximité de la relation, est-ce qu'il y a un enjeu? »

« Le ratio de délinquance dans le réseau, c'est bon à savoir. »

« Il faut présenter vos résultats aux législateurs pour changer les choses sur l'aspect de la confidentialité justement. Il faudrait avoir le droit et le pouvoir d'intervenir sur les pairs. Il faut montrer les faiblesses à ce niveau. »

Soutien, confiance et respect

Les discussions autour du thème de l'identité ont été plus ambiguës que lors des points plus centraux et plus traditionnels qui concernaient les facteurs de risque et de protection et de l'influence des pairs. Une grande partie était due au fait que ni les praticiens des CJ ni ceux du milieu communautaire n'avaient déjà été confrontés à des perspectives qui se reflètent directement dans l'implication de leurs interventions sur l'identité des jeunes. Cette question n'est manifestement pas intégrée, dans une grande mesure, aux pratiques actuelles. À en juger par les réactions des participants des groupes de discussion, beaucoup reste à développer sur les questions de soutien, de la confiance et du respect de l'environnement social des jeunes. Ce thème est d'autant plus important si l'on considère que, dans une perspective de prévention du crime, la présence de soutien, de confiance, et des relations respectueuses sont très liées à l'implication des jeunes dans la criminalité. Que ces liens significatifs s'étendent à ou de la part, de la famille, des amis, et des connaissances non délinquantes ou délinquantes (actuellement ou dans le passé), une relation inverse était bien en place : plus les jeunes vivaient du soutien, de la confiance et du respect au sein de leurs réseaux personnels, moins ils étaient susceptibles de participer à crime.

Une fois ces résultats présentés, les participants aux groupes de discussion ont été rapides à souligner l'importance de ces résultats dans leur approche respective d'intervention.

« La perception que le jeune a de son identité dans sa communauté est un facteur important. À RDP ils ont développé une culture, un langage. Pour eux, ils peuvent causer le chaos, ils ont une compétence là-dedans. Les 10-11 ans rentrent dans ce moule. (...) Les jeunes ont de multiple identités; une par rapport

à leurs pairs, l'autre par rapport à la communauté. Ils se perçoivent à la fois comme minoritaire et jeune et ça renforce les liens entre eux, ils développent des liens forts. Donc pour avoir un contrôle, pour se faire entendre ou pour contraindre les gens autour, les jeunes jouent là-dessus, sur cette question. Ils ont besoin de liens forts. S'ils n'ont pas ça dans le réseau, y'a rien qui fonctionne. »

« Le soutien, le respect et la confiance, on l'aborde seulement dans la sphère amis. »

« Nous [au CJ] on le fait, on aborde beaucoup l'identité dans nos tests cliniques. On cherche ce qu'ils perçoivent d'eux. En intervention, on essaie de mettre ça en relation avec les éléments réels qu'ils nous content pour créer une dissonance entre ce qu'ils perçoivent et ce qui se passe réellement. »

« Ça fait du sens. Dans l'approche cognitivo-comportementale, les gars donnent ce qu'il y a d'extérieur. On n'a pas accès à ce que les gars ressentent, aux émotions internes. Le respect est un comportement plus extériorisé mais pour le soutien et la confiance, c'est de quoi de plus interne et on n'y a pas accès avec les gars. ».

« Les gars vont dans le crime pour aller le chercher le respect. Les jeunes nous donnent ça comme raison du pourquoi ils s'affilient. »

« Beaucoup de nos jeunes rentrent dans les gangs pour l'aspect de sécurité. Qu'est-ce qui fait que ce besoin est important? Peut-être qu'ils ont été victimes et qu'ils voient ça comme un manque de respect. Ils s'associent avec les autres pour trouver du respect. »

« Le respect est le mot clé à l'adolescence. L'ado cherche à se faire respecter. Mais ensuite, tu peux être bien vu, respecté, en faisant des trucs prosociaux et antisociaux. »

« Every youth is different. Tous les jeunes ont leur histoire et leur parcours. Il ne faut pas uniformiser la chose. En MDJ [maison des jeunes], on a les jeunes un peu en superficiel, on a les jeunes quelques heures après l'école. On voit et on entend certaines choses et on est là en support. On discute, on veut que la MDJ soit une maison. On les met en confiance. On est dans la communication. Les choses qui remontent, on les adresse. Par exemple, l'intimidation, les gros sujets qui font consensus, on regarde ça. Les choses n'ont pas changées, mais on est rendu là. Nous on est là pour tempérer la chose et pour leur montrer qu'il y a d'autres options, il y a d'autre choix. On veut que la MDJ soit sécuritaire pour que ça ne soit pas comme la rue, on est en complémentarité avec l'école et les autres milieux, mais pas avec la rue. C'est là que les jeunes vont se créer une autre famille s'il y a un manque. »

« C'est une dimension intéressante car on trouve ce qui mène les gars dans leur réseau. Ça dirige nos interventions. »

L'avenir est dans le partenariat

L'un des principaux points de consensus parmi les participants aux groupes de discussion concernait la création d'un partenariat solide entre les groupes communautaires et les CJ. La principale motivation de tous les participants a été le mieux exprimée par l'un du milieu communautaire qui précisait que même si les CJ croyaient avoir le plus d'informations sur les jeunes qui entrent dans leurs institutions, le communautaire a un avantage: celle de connaître les jeunes dans leur environnement, au-delà de ces institutions, « là où ça compte ». Ce mélange de connaissances du contexte individuel et social doit être la force qui sous-tend une éventuelle harmonisation entre ces deux milieux d'intervention.

« Les CJ et le communautaire ont comme mission de réduire la criminalité, mais lorsqu'on travaille en vase clos, on réduit notre efficacité. Il faut faire éclater les ilots de travail. Il faut du partenariat opérationnel. Il faut du partage de pouvoir avec des balises claires qui restent dans les champs d'expertise de chacun. Il faut du partage d'information. »

« Les organismes communautaires ont plus d'influence sur l'environnement du jeune. Quand je vois mon jeune arriver à la partie de basket avec son intervenante de centre, je ris avec lui et du fait qu'il soit accompagné et l'intervenante repart. Mais on pourrait faire plus que ça. Le jeune est intelligent et il joue avec la distorsion qui existe par le manque de partenariat. Il faut une cohérence et une cohésion dans ces partenariats. C'est important de voir la perception du jeune dans son environnement. »

« Dans un de nos projets, les intervenants ont goûté au partenariat et ils ne pourraient plus s'en passer. Il faut que ça soit général et non par tête de pipe. »

« Il faut une collaboration formelle, très claire, mais beaucoup de choses sont informelles. Même s'il y a ça, l'intervenant peut continuer de travailler en vase clos. Il y a un travail à faire en parallèle. »

« Il y a des exemples de partenariat dans le passé qui ont fonctionné mais on n'échange pas sur les bons coups. »

Un des points les plus marquants ayant émergé des groupes de discussion portait sur les caractéristiques contextuelles opposées auxquelles sont confrontés les praticiens dans les milieux de travail communautaires et CJ. Le milieu communautaire fait partie d'une infrastructure décentralisée et dispersée dans toute la province. Cependant, chaque unité gère un environnement homogène (en termes de groupes ethniques ou de classes sociales). L'infrastructure des CJ, au contraire, est plus centralisée et s'articule autour d'un pôle administratif. Toutefois, le flux de jeunes qui entrent dans ces établissements créer un mélange considérablement hétérogène de classes sociales, d'ethnies et de différents scénarios problématiques. Ainsi, les organismes communautaires sont plus flexibles travaillant autour d'un noyau cohérent de problèmes, tandis que le milieu des CJ est obligé de mettre en œuvre des interventions systématiques et souvent éloignées au plan relationnel pouvant résoudre une multitude de problèmes. Les défis d'un éventuel partenariat entre le milieu diffus communautaire et le milieu centralisé des CJ sont, en effet, importants, mais il est clair que les deux entités bénéficieraient des pratiques et des expériences de chacun des deux côtés.

« Le problème c'est la mobilisation de la communauté. La police fait beaucoup d'effort mais si le « boss » n'y croit pas, ça ne marche pas. Il y a une sensibilisation à faire des deux côtés. Il faut rassurer les gens qui ont des doutes sur les partenariats et les nouvelles stratégies. Par exemple, quand la direction de l'école change, notre partenariat est à refaire. Il faut tout recommencer. »

« Au centre jeunesse, on est mal placé parce qu'on reçoit des jeunes de partout. Le taux de roulement des intervenants est incroyable donc c'est dur de garder cette vision de partenariat. Les jeunes dans les grands centres viennent de partout alors c'est dur d'établir des liens avec les organismes pour eux. On tombe dans l'individuel et le cas par cas. »

« Nos unités de travail sont très larges. Sur un territoire aussi large à couvrir, c'est dur d'aller établir un partenariat avec une MDJ, c'est beaucoup de démarches pour un petit pas. »

« Mais faut le faire. La ville et la province ont investi pour ça dans le cas des gangs. »

F - Bibliographie

- Agnew, R. (1991). The Interactive Effects of Peer Variables on Delinquency, *Criminology*, 29 (1): 47-72.
- Battin, S.R., Hill, K.G. et al. (1998). The Contribution of Gang Membership to Delinquency beyond Delinquent Friends, *Criminology*, 36 (1): 93-116.
- Bourgois, Philippe (1995). *In Search of Respect: Selling Crack in El Barrio*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Burt, R.S. (2001). Structural Holes Versus Network Closure as Social Capital. In Lin, Cook & Burt (Eds.), *Social Capital*. New York: Aldine de Gruyter.
- Cohen, A.K.(1955). *Delinquent Boys: The Culture of the Gang*. Glencoe: Free Press.
- Coleman, J.S. (1988). Social Capital in the Creation of Human Capital, *American Journal of Sociology*, 94: S95-121.
- Craig, W.M., Vitaro, F. et al.(2002). The Road to Gang Membership: Characteristics of Male Gang and Nongang Members from ages 10 to 14, *Social Development*, 11 (1): 3-68.
- Dupéré, V., Lacourse, É. et al. (2007). Affiliation to Youth Gangs during Adolescence. *Journal of Abnormal Child Psychology*, 35(6):1035-1045.
- Farrington, D. P. (1986). Les signaux précoces de l'agir délinquant fréquent. *Criminologie*, vol. 19, n° 2, p. 9-31.
- Frick, P. J. & Hare, R. D. (2001). *The Antisocial Process Screening Device*. Toronto, Ontario, Canada : Multi-Health Systems.
- Gatti, U., Tremblay, R.E. et al.(2005). Youth Gangs, Delinquency and Drug Use: A Test of the Selection, Facilitation, and Enhancement Hypotheses, *Journal of Child Psychology and Psychiatry*, 46 (11): 1178-1190.
- Granovetter, M. (1985). Economic Action and Social Structure: The Problem of Embeddedness, *American Journal of Sociology*, 91: 481-510.
- Hagan, J., et McCarthy, B. (1997). *Mean Streets: Youth Crime and Homelessness*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Hawkins, J.D., Herrenkohl, T. et al.(1998). A Review of Predictors of Youth Violence. In Loeber et Farrington (Eds.), *Serious and Violent Juvenile Offenders*. Thousand Oaks Sage Publications.
- Haynie, D.L. (2002). Friendship Network and Delinquency. *Journal of Quantitative Criminology*, 18 (2): 99-134.
- Krohn, M.D. & Thornberry, T. (2008). Longitudinal Perspectives on Adolescent Street Gangs. In Liberman (Ed.), *The Long View of Crime: A Synthesis of Longitudinal Research*. Washington: National Institute of Justice.
- Lacourse, É., Nagin, D. et al.(2003). Developmental Trajectories of Boys' Delinquent Group Membership and Facilitation of Violent Behaviors during Adolescence, *Development and Psychopathology*, 15 (1): 183-197.
- Lipsey, M.W. & Derzon, J.H. (1998). Predictors of Violent and Serious Delinquency in Adolescence and Early Adulthood. In Loeber & Farrington (Eds.), *Serious and Violent Juvenile Offenders: Thousand Oaks: Sage Publications*.
- McCarthy, B. & Hagan, J. (1995). Getting into Street Crime: The Structure and Process of Criminal Embeddedness, *Social Science Research*, 24 (1): 63-95.

- Moffitt, T. E. & Caspi, A. (2001). Childhood predictors differentiate lifecourse persistent and adolescence-limited antisocial pathways among males and females. *Development and Psychopathology*, vol. 13, p. 355-375.
- Morselli, C., et Tremblay, P. (2004). Délinquance, performance et capital social, *Criminologie*, 37 (2) : 89-122.
- Morselli, C., Tremblay, P., et al. (2006). Mentors and Criminal Achievement, *Criminology*, 44 (1): 17-44.
- Mulvey, E.P., Steinberg, L. et al.(2004). Theory and Research on Desistance from Antisocial Activity among Serious Juvenile Offenders, *Youth Violence & Juvenile Justice*, 2: 213-236.
- Papachristos, A.V, Meares, T.L. & Fagan, J. (2012). Why Do Criminals Obey the Law? The Influence of Legitimacy and Social Networks on Active Gun Offenders, *Journal of Criminal Law & Criminology*, 102 (2): 397-440.
- Rogers, R. (2000). The Uncritical Acceptance of Risk Assessment in Forensic Practice, *Law and Human Behavior*, 24 (5): 595-605.
- Schubert, C.A., Mulvey, E.P. et al.(2004). Operational Lessons from the Pathways to Desistance Project, *Youth Violence & Juvenile Justice*, 2: 237-255.
- Sutherland, E.H. (1947). *Principles of Criminology*. New York: Lippincott.
- Thornberry, T.P., Krohn, M.D. et al. (2003). *Gangs and Delinquency in Developmental Perspective*. New York: Cambridge University Press.
- Tremblay, R. E.(2008). Développement de l'agressivité physique depuis la jeune enfance jusqu'à l'âge adulte. *Encyclopédie sur le développement des jeunes enfants*.
- Warr, M. (2002). *Companions on Crime: The Social Aspects of Criminal Conduct*. New York: Cambridge University Press.